

*Communiqué de Presse de ProJeuneS, la fédération des organisations de jeunesse progressistes.*

**Mais où est donc passée l'aile gauche du CDH de l'ex-radicalement centriste Benoit Lutgen?**

D'après la bible, quarante jours séparent la Résurrection de l'Ascension du Christ. C'est à peu près le temps qu'il aura fallu à Benoit Lutgen pour accomplir sa mission presque messianique entre calvaire et mort de la majorité rouge-romaine, résurrection de la bonne gouvernance au sein du CDH et ascension d'un gouvernement d'expiation des pêchés socialistes! La rapidité de l'opération et la vacuité de sa justification nous feraient plutôt prendre le parti d'en rire si les enjeux n'étaient pas à ce point importants pour les Wallonnes et les Wallons. Les propos tenus le week-end passé par le président du CDH, et certains autres dirigeants du parti, sont particulièrement préoccupants. L'histoire sociale de ce pays nous a démontré que les grandes fougades politiques contre « l'assistantat » sont trop souvent le prélude à des fortes attaques contre les allocataires sociaux. ProJeuneS, fédération progressiste d'organisations de jeunesse de Wallonie et de Bruxelles, déplore la distance d'ores et déjà trop apparente entre la nouvelle majorité politique wallonne et la majorité sociale de cette région.

Bien sur, les affaires comme celles de Publifin ou du Samu social sont révoltantes. Actifs dans un secteur qui promeut l'engagement en faveur de la collectivité, les agissements peu scrupuleux de quelques mandataires nous apparaissent comme d'autant plus abjects. L'éthique défaillante et la volonté d'enrichissement personnel dans le chef d'élus « de gauche » nous répugnent d'autant plus en tant que défenseurs assumés de valeurs progressistes. Évidemment, ces pratiques ont heurté légitimement l'opinion publique et mis à mal l'image du monde politique auprès des citoyens. Toutefois, nous ne voyons pas en quoi rajouter de l'instabilité institutionnelle à l'émotion suscitée par des scandales politiques est un choix pertinent et de nature à atténuer la probable défiance citoyenne envers les politiques. Prétexter la bonne gouvernance pour rendre difficilement gouvernable, faute de majorité alternative, une institution comme la fédération Wallonie-Bruxelles est plus que bancal. Toutefois, le problème pour le CDH était peut être moins les énergumènes fautifs du PS, aujourd'hui exclus pour la plupart, que la ligne politique à suivre au sein du gouvernement wallon. Dimitri Fourny, chef de groupe CDH a été assez clair lors de la séance parlementaire qui renversa l'exécutif présidé par Paul Magnette : « *Nous pensions avoir signé en 2014 un accord avec des sociaux-démocrates, nous nous sommes retrouvés au final pris dans une course derrière le PTB* ». La direction du CDH ne voulait plus continuer à exercer le pouvoir avec « des néo-communistes aventureux » pour reprendre l'expression utilisée au Parlement par Dimitri Fourny. Le Ministre wallon Carlo di Antonio a été dans le même sens hier dans la presse. Leur président de parti a donc décidé de « libérer » la Wallonie avec ceux qu'il traitait il y a encore trois ans de collabos....

Benoit Lutgen se définissait, en 2011, comme radicalement centriste, il semble être devenu, ces derniers temps, outrancièrement droitier. La question qu'on est en droit de se poser aujourd'hui en tant que progressistes c'est de savoir comment se situe la gauche du CDH. Historiquement, le Parti social-chrétien s'articulait autour d'une aile droite, le Centre politique des indépendants et cadres chrétiens (CEPIC), et d'une aile gauche, la démocratie chrétienne. On imagine, que ce qui reste de cette dernière, ne doit guère apprécier la conversion récente de leur président de parti. *ProJeuneS appelle les progressistes du CDH à participer davantage au nécessaire débat public sur les politiques publiques à mener au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles dont l'avenir immédiat suscite de nombreuses interrogations. La probable paralysie de l'exécutif d'une entité fédérée compétente pour l'enseignement, la culture ou la jeunesse pourra peut-être ainsi être compensée par une revalorisation du rôle du Parlement comme centre de la vie démocratique. Dans ce cas-là, ProJeuneS demande à ce que des initiatives soient prises entre parlementaires de toutes obédiences pour débattre et construire des majorités sur des textes progressistes. ProJeuneS appelle les femmes et les hommes francophones de progrès à se mobiliser pour revendiquer que les politiques concernant les matières personnalisables de la communauté française, soient menées au bénéfice du plus grand nombre et dans une perspective d'émancipation sociale et d'égalité réelle !*